



United Nations Commission on
International Trade Law
(UNCITRAL)



كلية العلوم
القانونية والاقتصادية
والاجتماعية - مراكش
FACULTÉ DES SCIENCES
JURIDIQUES, ÉCONOMIQUES
ET SOCIALES - MARRAKECH

L'Université Cadi Ayyad,
La Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales de Marrakech
et La Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International (CNUDCI)

Organisent

JOURNÉES DE LA CNUDCI EN AFRIQUE

LES MODES DE REGLEMENT DES DIFFERENDS EN MATIERE D'INVESTISSEMENT ET DE
COMMERCE INTERNATIONAL

Le 08 Novembre 2022, à partir de 10h00
Centre des conférences de l'université Cadi Ayyad
Marrakech, Maroc

ARGUMENTAIRE

La mondialisation a été et demeure une impulsion importante pour le développement dans différentes parties du monde. Ancrée dans les tendances actuelles de libre-échange, elle a entraîné une harmonisation considérable des structures économiques, institutionnelles et juridiques à travers le monde. Cependant, et on ne le dira jamais assez, l'impact de son développement n'a pas été proportionnel pour tous.

En effet, son principal effet induit, à savoir la concurrence effrénée pour l'attractivité d'opportunités économiques (investissement et commerce international) a, de manière organique, poussée à une logique d'intégration unidimensionnelle dans le façonnement de l'architecture de la gouvernance économique mondiale, quand bien même ancrée dans les principes d'égalité, de réciprocité, de non-discrimination et d'élimination de barrières.

Cette logique unidimensionnelle manifeste dans la prolifération d'accords bilatéraux, régionaux et multilatéraux, a entraîné un développement de l'arsenal juridique encadrant le commerce et l'investissement, ainsi qu'un développement des pratiques et techniques de commerce international et d'investissement ayant participé à ébranler la souveraineté des Etats, notamment de ceux en développement.

Les principes fondamentaux du droit international économique ayant de plus en plus de la peine à faire sens dans un contexte de mondialisation où les capacités économiques entre acteurs sont profondément disproportionnées, poussent donc à bien d'égards à plus de remise en cause dans une relation entre partenaires inégaux.

Cette remise en cause est notamment véhémement, en ce qui concerne les mécanismes de préventions et de règlement de litiges commerciaux et d'investissement, aux premiers rangs desquels l'arbitrage international. Ce dernier, ayant réussi à s'établir comme facteur incontournable d'attractivité, a cependant participé à menacer la capacité des États à réguler. Le point de tension étant les différentes incidences sur les politiques publiques et la remise en cause de leurs capacités à être des véritables leviers de développement inclusif tout en garantissant sécurité et sûreté aux opérateurs économiques étrangers.

L'arbitrage commercial et d'investissement international étant en plein dans un processus de réforme substantiel, il serait judicieux d'identifier certaines des caractéristiques essentielles des propositions de réforme faites, et de

discuter de la manière dont les modes de règlement de différends peuvent évoluer en conséquence, en l'occurrence en ce qui concerne la quête de l'équilibre nécessaire entre la souveraineté législative et réglementaire des Etats, la préservation et la protection des droits sociaux et environnementaux, et, la sécurité des investissements étrangers.

AXES DE RECHERCHE

L'ensemble de la communauté des chercheurs qui s'intéressent à cette problématique est donc invité à soumettre ses propositions de communication en lien avec les axes suivants :

« Droit de commerce électronique en Afrique : Quelles perception pour les mécanismes de règlement des différends ? »

Said AGHRIB & Jonathan LOBE

« La contribution des Etats africains aux travaux du Groupe de Travail III de la CNUDCI : analyse thématique pour une réforme consensuelle du système de RDI »

Meryem MEHREZ & Oulepo Nemlin Hie Arnaud

« Critères de l'internationalité de l'arbitrage »

Bouabid ABBASSI

« Les conflits des lois en matière du commerce international »

EL Ghali EL GHILANI

« Qualité institutionnelle et attractivité des investissements directs étrangers : Preuve empirique de l'Afrique »

Aomar IBOURK

« L'harmonisation fiscale et son rôle en matière d'attractivité des investissements »

Sidi Mohamed RIGAR & L'houssaine MOUNAIM

PROGRAMME DE LA JOURNÉE

10 H 00 **Accueil des participants**

10 H 30 **Allocutions d'ouverture**

- **M. Moulay Lhassan HBID**, Président de l'Université Cadi Ayyad, Marrakch
- **M. Abdelkrim OUTALEB**, Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales, UCA, Marrakech
- **Mme. Judith KNIEPER**, juriste au secrétariat de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) à Vienne
- **M. L'houssaine MOUNAIM**, Coordinateur de la Journée, Vice-Doyen Chargé de la Recherche Scientifique et de la Coopération.

11 H 00 **Pause – Café**

11 H 30 **Table-Ronde :**

« LES MODES DE REGLEMENT DES DIFFERENDS EN MATIERE D'INVESTISSEMENT ET DE COMMERCE INTERNATIONAL »

Modérateur : Pr. Abderrahman BELGOURCH

**Directeur du groupe de recherche en Géopolitique et Sécurité globale
& Coordonnateur du Master Géopolitique et Relations internationales.**

- **Judith KNIEPER**, CNUDCI, Vienne
- **Said AGHRIB & Jonathan LOBE**, FSJES, UCA - Marrakech
- **Meryem MEHREZ & Oulepo Nemlin Hie Arnaud**, FSJES, UCA - Marrakech
- **Bouabid ABBASSI**, FSJES, UCA - Marrakech
- **EL Ghali EL GHILANI**, FSJES, UCA - Marrakech
- **Aomar IBOURK**, FSJES, UCA – Marrakech
- **Sidi Mohamed RIGAR & L'houssaine MOUNAIM**, FSJES, UCA – Marrakech